

INTERVENTION DE MAÏTHÉ BOYADJIS AU CONGRÈS DU PARTI DES TRAVAILLEURS - les 30 et 31 mars 1996...

Camarades,

Les débats de notre Congrès montrent les difficultés auxquelles nous nous heurtons pour reconstruire une représentation politique de la classe ouvrière. Il est vrai, qu'aujourd'hui, les forces réactionnaires de gauche ou de droite tiennent le haut du pavé et nous proposent, comme modèle de société, un retour au moyen-âge. Pourtant, les événements de novembre-décembre 95 en France et le formidable écho qu'ils ont rencontré à l'étranger, prouvent, s'il en était besoin, que la lutte des classes demeure une réalité bien vivante.

Mais, pour autant, ces événements ne sauraient nous faire oublier la dure réalité: partout dans le monde et plus particulièrement en Europe, au nom de l'idéologie universaliste et du mondialisme, on assiste à une remise en cause de l'idée de nation, support et cadre de la démocratie bourgeoise et du développement des forces productives qui ont permis le développement de la civilisation et l'émergence du mouvement ouvrier qui devait, au nom de l'internationalisme, poursuivre et dépasser les progrès de la civilisation effectués dans le cadre des états nationaux.

Or, répétons-le, aujourd'hui, nous n'assistons pas à un dépassement, mais à une régression et, par exemple, certains de nos mots d'ordre comme l'anti-racisme ou l'anti-xénophobie, devenus des idéologies, servent d'alibi à un système permettant la libre exploitation d'un prolétariat mondial totalement désarmé. Dans ces conditions, il semble logique que nous nous interroguions sur les conditions réelles de reconstruction du mouvement ouvrier.

Vous ne serez pas surpris si, en tant qu'anarcho-syndicaliste, je constate qu'alors que les partis dits ouvriers, je songe notamment au P.S. et au P.C.F., soient devenus des appareils anti-ouvriers et anti-démocratiques au service de l'ordre totalitaire mondial, la seule représentation politique de la classe ouvrière qui ait, tant bien que mal, survécu soit le mouvement syndical dans lequel les travailleurs et les militants tendent, aujourd'hui, à se reconnaître. Peut-être la réponse se trouve-t-elle dans l'indépendance à l'égard de l'État que postule l'existence même des syndicats.

Quoiqu'il en soit, et, nous le savons bien, sans démocratie, c'est-à-dire sans la «*reconnaissance de la lutte des classes*», l'existence des syndicats est, elle aussi, menacée. Voilà ce qui, entre autres et à nos yeux, légitime le mot d'ordre d'*Assemblée constituante* mis en avant par le *Parti des travailleurs*. Il nous faut donc, et quelles que soient les difficultés, poursuivre notre effort de reconstruction d'une véritable représentation politique de la classe ouvrière.

Les anarcho-syndicalistes en sont, eux aussi, pleinement convaincus. Mais ils savent, également, que nous ne sommes plus au début du 20^{ème} siècle au temps de la démocratie bourgeoise triomphante et qu'il est vain d'espérer reconstruire une sorte de parti à l'image de celui de Jules Guesde, fondé sur des illusions électoralistes qui ont, finalement abouti, à livrer la vieille S.F.I.O. au pétainiste François Mitterrand.

Il nous semble également nécessaire de réfléchir à la pertinence de tel ou tel mot d'ordre utile à un moment de notre histoire, mais, nous le savons bien, tout peut aussi bien se transformer en son contraire. Nous le savons tous, l'unité du prolétariat est une nécessité! Cela doit-il nous interdire de réfléchir à ce que recouvre, aujourd'hui, des mots d'ordre tels que: *Unité, Unité organique* ou *Unité d'action*... Non, bien sûr.

Alors, camarades, réfléchissons ensemble et essayons dans le cadre de la démocratie ouvrière de dé-

battre en dehors de tout schéma préconçu des voies et moyens d'assurer la survie et le développement d'un mouvement ouvrier structuré politiquement et syndicalement et ainsi contribuer à sauvegarder et développer la civilisation humaine et éviter le retour à la barbarie moyenâgeuse que certains ont, aujourd'hui, le front de nous proposer.
